



ACCORD CADRE MULTI ATTRIBUTAIRE

PRESTATIONS DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS INTERIMAIRES

CCI2025-03

Marché de fournitures courantes et de services

Marché passé sous forme d'un appel d'offres ouvert

En application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique

Cahier des Clauses Particulières

**REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE
DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS
Vendredi 3 octobre 2025 à 12 heures**

1. PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ – POUVOIR ADJUDICATEUR

CCI ILLE ET VILAINE
2 avenue de la Préfecture
CS 64204
35042 RENNES CEDEX

Personne Responsable des Marchés / Signataire/ Ordonnateur
Monsieur le Président de la CCI Ile et Vilaine

Comptable assignataire des paiements
Monsieur le Trésorier de la CCI Ile et Vilaine

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet

Le présent marché a pour objet la mise à disposition de personnels intérimaires pour les besoins des différents services de la Chambre de Commerce et d'Industrie Ile et Vilaine.

Le marché a pour but de pourvoir au remplacement de personnels temporairement absents, lors de période de surcroît d'activité ou tout autre motif conforme à la législation en vigueur, en particulier en personnel administratif, accueil, relation client, moyens généraux, maintenance, manutention, restauration.

La mise à disposition de personnel se fait sous forme :

- De prestation de délégation : la société de travail temporaire recherche et propose à la CCI Ile et Vilaine un candidat et en assure ensuite la gestion (démarches liées à l'embauche, contrat de travail, bulletin de paie, etc.).
- De prestation de gestion : le personnel est choisi par la CCI Ile et Vilaine et la gestion est prise en charge par la société de travail temporaire

Il comprend l'exécution de prestations et services plus amplement décrits dans le présent cahier.

2.2. Allotissement

La consultation est allotie en 2 lots :

lot 1 - personnel administratif, accueil, relation client, moyens généraux, maintenance, manutention
lot 2 - personnel d'hôtellerie restauration

2.3. Lieu d'exécution des prestations

La prestation est susceptible d'exécution sur l'ensemble des sites de la CCI Ile et Vilaine, à savoir :

- 2 avenue de la Préfecture – Rennes
- 2 rue de Brest – Rennes
- Campus de Ker Lann – Rue des Frères Montgolfier – Bruz
- Parc d'Activités de la Grande Marche – rue Claude Bourgelat – Javené
- 27 quai Surcouf – Redon
- 6 rue Pierre et Marie Curie – Vitré
- 66 boulevard de Marville – Saint Malo
- 1B quai Duguay Trouin, Quai Saint Malo – Saint Malo

Ou tout autre endroit sur le département de l'Ile et Vilaine

Code NUTS : FRH03. France, Région Bretagne, Ile et Vilaine ;

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1. Forme du marché

Le présent marché est un marché de fournitures courantes et de services selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Ce marché est un marché soumis aux dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le marché est passé selon la technique de l'accord cadre défini à l'article L2521-1 du code de la commande publique.

L'accord cadre est multi attributaire et est attribué à un maximum de trois titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Ce marché s'exécute par bons de commandes émis au fur et à mesure des besoins conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

3.2. Durée du marché et dates prévisionnelles d'exécution

Le marché est passé pour une période de douze mois courant à compter du 2 janvier 2026.

Il se renouvelle deux fois. Chaque reconduction est d'une durée de douze mois.

La décision de reconduction ou de non-reconduction est notifiée au titulaire soixante jours calendaires avant la date d'échéance de chaque période par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique via la plateforme PLACE.

Le titulaire ne peut s'opposer à la décision de reconduction ou non-reconduction du marché ni prétendre à une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Le planning d'exécution des prestations est le suivant :

- Date prévisionnelle de notification du marché : 1er décembre 2025
- Date prévisionnelle de début des prestations : 2 janvier 2026
- Date de fin de marché, toutes reconductions éventuelles : 31 décembre 2028

3.3. Conditions de participations

Le marché est réservé aux prestataires qui satisfont aux conditions prévues aux articles L1251-1 et suivants du code du travail.

Ceci devant être prouvé par tous moyens lors du dépôt du dossier.

3.4. Montant du marché

Le marché est conclu pour un montant maximum de 120 000 € annuel en quantité et en valeur.

4. LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogations aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

En complément des dispositions de l'article 4.1 du CCAG – FCS, s'appliquent également au marché, les pièces générales suivantes :

- le Code de la Commande Publique ;
- le code du travail;
- la Convention Collective Nationale des personnels de droit privé des CCI
- le bon de commande
- le contrat de mise à disposition

5. PRIX

5.1. Forme du prix

Le prix de l'accord cadre correspond aux coefficients et frais annexes précisés par le titulaire dans son offre financière.

Ces coefficients sont définis selon trois catégories de personnel intérimaire :

- employé,
- agent de maîtrise,
- cadre

Les coefficients multiplicateurs s'appliquent sur les salaires de référence communiqués par la CCI Ille et Vilaine, sur la base des grilles de classification des emplois en vigueur. Ces coefficients comprennent l'ensemble des charges sociales et parafiscales ainsi que l'indemnité de fin de mission et les congés payés ainsi que tous les frais administratifs ou forfaitaires divers.

Les charges sociales et fiscales sont celles du droit français (cotisations sécurité sociale, retraite, CSG,...)

Elle est communiquée aux titulaires à chaque actualisation.

5.2. Prix de règlement de la prestation

5.2.1.1. Contenu des prix

Sont supportés par le titulaire les frais suivants :

- la paye et ses annexes (mutuelle, prévoyance, congés payés, prime de précarité, risque accident du travail, frais de dossier, visite médicale ...)
- les frais de recrutement, de mise à disposition
- les charges fiscales, sociales et parafiscales,
- les charges patronales
- les indemnités de fin de mission,
- les indemnités compensatrices de congés payés,
- les frais de formation
- la prestation de gestion,
- les équipements EPI,
- la gestion du contrat de travail,

Sont refacturés les éléments suivants :

- le 13ième mois
- les tickets restaurants (part employeur)

Les charges sociales et fiscales sont celles du droit français (cotisations sécurité sociale, retraite, CSG,...).

Aucun complément de facturation ne sera accepté, exceptés ceux issus des lois ou règlements en vigueur (frais de déplacement, repas ...). Dans ce cas, le remboursement se fait l'euro près.

Les jours fériés et ponts légaux seront facturés au même taux.

5.2.1.2. Formule de règlement des prix soumis aux coefficients de gestion ou de délégation

Le prix des prestations facturé en application du marché subséquent est ainsi défini :

Prix des prestations Total Hors Taxes = coefficient X salaire brut du salarié

Le salaire brut est défini sur une base horaire et inclut l'ensemble des éléments constitutifs de la rémunération du salarié intérimaire (salaire de base, heures complémentaires et supplémentaires éventuelles soumises à charges, primes éventuelles, etc.)

Les coefficients ne s'appliquent pas sur les frais non soumis à charges sociales (ticket restaurant ...).

La valeur faciale du Ticket Restaurant et la répartition de financement entre l'employeur, la CCI, et le salarié de la société de travail temporaire sont identiques à celles des personnels de la CCI. Elles évoluent suivant un calendrier identique ; actuellement la valeur faciale est de 8.90 € (5.30 € part employeur, part salarié : 3.60 €).

Le marché est traité à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix unitaires correspondent au coût horaire d'un travailleur, et incluent l'ensemble des charges et des composantes de la prestation.

Les salaires horaires de base, que l'Entreprise de travail temporaire et la CCI Ille et Vilaine ont acceptés s'entendent hors taxes sur une base hebdomadaire de 35 heures.

5.3. Révision et actualisation des prix

Les coefficients ne seront ni révisables, ni ajustables, ni actualisables.
Ils sont fermes et définitifs pour la durée du marché, renouvellements inclus.

5

5.4. Avance

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, au titre du marché, atteint ou dépasse 50% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

Une garantie financière sera demandée lors du versement de l'avance. Il est fait application des dispositions du Code de la Commande Publique et notamment les articles R2191-36 et suivants.

5.5. Cessions ou nantissement de créance

En cas de nantissement ou de cession de créance et sur la demande du Titulaire du Marché, il sera délivré, sur demande expresse, un certificat de cessibilité.

Il est précisé qu'à défaut de notification ou signification conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et en particulier à la réglementation applicable aux marchés publics et au code monétaire et financier, de la cession par l'organisme bénéficiaire de la cession, la cession sera inopposable à la CCI. En ce cas, le paiement sera effectué entre les mains du Prestataire. En particulier, aucun paiement ne sera effectué entre les mains d'un tiers au marché à défaut de notification ou signification à la CCI de l'original du certificat de cessibilité

5.6. Facturation des prestations

Les factures sont réglées par virement, à 30 jours fin du mois de facturation. Le candidat remettra à cet effet un RIB.

Les prestations sont payées mensuellement après service fait et après acceptation par la CCI Ille et Vilaine.

La facturation se fait mensuellement, par intérimaire et par mission.

A chaque facture est annexée le relevé d'heures effectuées et la copie du contrat de prestation.

Outre les mentions légales, la facture comprendra les indications suivantes :

- le numéro du marché ;
- les caractéristiques principales de la prestation facturée :
 - Intitulé du poste
 - Date de début et fin de la mission
 - Durée de la mission
 - Relevé d'heures
 - Lieu de travail
 - La rémunération horaire et ses accessoires
 - Coefficient de facturation (délégation ou gestion)

6. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE – BON DE COMMANDE

L'accord-cadre est exécuté par le biais de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins exprimés par la CCI Ille et Vilaine.

Lors de la survenance du besoin, les trois titulaires sont consultés simultanément et invités à présenter un candidat.

La consultation se fait par écrit (courrier/ message électronique) et comprend :

- la nature de la mission attendue, les date et heure de mise à disposition du personnel, la durée de la mission et son lieu d'exécution, les tâches à effectuer, les aptitudes, qualifications ou diplôme attendus, la rémunération, la durée hebdomadaire de travail et les horaires de travail
- le délai, les modalités de remise de la proposition ;

Le délai de consultation est de 24 heures sauf dispositions spécifiques prévues par la consultation.

Chaque titulaire devra impérativement apporter une réponse, soit :

- en remettant le CV de 2 ou 3 candidats
- en informant la CCI qu'aucune réponse satisfaisante ne peut être apportée

Le marché sera attribué au titulaire ayant fourni la meilleure réponse au regard du besoin exprimé. Le contrat de mission, rédigé par le titulaire, est transmis à la CCI Ille et Vilaine dans un délai maximum de deux jours ouvrés permettant sa signature dans le respect des délais imposés par le Code du Travail,

Deux absences de réponse pourront entraîner la résiliation de l'accord cadre.

La réponse devra être transmise avant les date et heure limites fixées dans la lettre de consultation.

Elle sera impérativement formulée sous forme écrite.

Tout offre ne respectant pas le formalisme imposé est rejetée sans être analysée.

Le délai de validité de l'offre ainsi remise est fixé à une semaine compter de la date limite de remise des offres.

Pour les contrats concernant une demande de mise à disposition urgente de personnel, la CCI Ille et Vilaine contacte par mel l'agence de travail temporaire le jour J -1 avant 12 heures, pour une mise à disposition le jour J pour 8 heures ; cette demande étant confirmée ultérieurement par un bon de commande de la CCI.

Le prestataire devra préciser les modalités de suivi de la signature du contrat avant la prise de poste, la gestion des visites médicales et tout élément nécessaire à la prise de poste.

7. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ATTENDUES

7.1. Profils attendus

Les compétences attendues portent principalement sur les domaines suivants :

- Finances et Gestion
- Ressources Humaines
- Informatique
- Formalités des Entreprises
- Accueil
- Maintenance
- Manutention
- Personnel administratif
- Relation client
- Moyens généraux
- Personnel d'hôtellerie restauration

7.2. Réglementation applicable

Le personnel intérimaire est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail, conformément aux dispositions de l'article L.1251-21 à L.1251-23 du Code du travail.

Il est également soumis aux dispositions prévues par la convention collective applicables aux personnels de droit privé des CCI ainsi qu'au règlement applicable à l'établissement l'accueillant.

7.3. Contrat de mise à disposition

Dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la mise à disposition d'une personne intérimaire, le titulaire transmet à la CCI Ille et Vilaine le contrat de mise à disposition établi conformément aux dispositions du code du travail.

7

7.4. Durée du travail

Le personnel intérimaire travaille sur la base de 35h par semaine et 7 heures par jour du lundi au vendredi. Il n'est pas prévu de RTT.

7.5. Période d'essai

Par dérogations aux articles 23.1 et 23.2 du CCAG-FCS, une période d'essai dont la durée est fonction de la durée du contrat permet de procéder aux opérations de vérification du service rendu par rapport aux compétences annoncées.

La durée de la période d'essai est définie conformément aux obligations réglementaires.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, l'admission sera prononcée par la CCI Ille et Vilaine à l'issue de la période d'essai.

Le titulaire sera informé de toute non-conformité observée dans l'exécution de la prestation par l'envoi d'un message électronique constatant l'anomalie.

Il est tenu de répondre aux observations de la CCI Ille et Vilaine dans un délai de dix jours ouvrés maximum à compter de la notification du courrier. Cette réponse précise les mesures correctives que le Titulaire s'engage à prendre afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. En cas d'absence de réponse, le Titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

7.6. Visite médicale – accident du travail

La visite médicale est à la charge de l'entreprise de travail temporaire.

En cas d'accident du travail, la CCI Ille et Vilaine informe l'entreprise de travail temporaire qui procède à la déclaration de l'accident dans un délai de 48 heures.

L'entreprise de travail temporaire établit la déclaration et gère l'ensemble des démarches liées à l'accident du travail.

8. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas le marché
- Ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation
- Modifications de faible montant
- Modifications non substantielles, quels qu'en soit le montant

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de la CCI Ille et Vilaine et est notifiée au titulaire par avenant.

9. SOUS TRAITANCE

La sous traitance totale du marché n'est pas autorisée

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, sous réserve d'obtenir préalablement l'agrément de la CCI Ille et Vilaine.

Le titulaire du marché adresse la demande de sous traitance en transmettant l'imprimé DC4 dûment signé et accompagné de l'ensemble des pièces requises.

Ces documents doivent impérativement parvenir à la CCI Ille et Vilaine 15 jours avant tout début d'intervention du sous-traitant.

10. ASSURANCES

Le Titulaire est tenu de souscrire une police d'assurance en responsabilité civile professionnelle afin de garantir les dommages de toute nature causés lors de l'exécution de la prestation.

Il devra fournir, avant tout début d'exécution, et à tout moment sur simple demande de la CCI, les attestations mentionnant l'étendue de la couverture assurance.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels.

11. DEVOIR DE CONSEIL

Le Titulaire est tenu d'une obligation de conseil, d'assistance et d'information quant à la bonne application des textes législatifs et réglementaires en matière de législation du travail.

12. PENALITES

Les pénalités s'appliquent du simple fait de la constatation du défaut réalisés. Ils viennent en déduction de la rémunération du prestataire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les pénalités sont cumulables.

12.1. Pénalités pour retard de réponse

Le titulaire est tenu de répondre aux sollicitations de la CCI sous 48 heures (envoi de CV ou motif de non-réponse). A défaut de réponse dans le délai imparti, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 30 €.

12.2. Pénalités pour retard de transmission des contrats de mise à disposition

En cas de retard dans la transmission des contrats de mise à disposition, le Titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

12.3. Pénalités pour travail dissimulé

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, la CCI Ille et Vilaine applique une pénalité correspondant à 1% du montant du marché attribué au Titulaire à la date de la constatation de l'infraction.

Aucune commande ne sera attribuée au Titulaire tant que celui-ci ne se sera pas mis en conformité avec ses obligations.

13. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLES

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

S'applique l'ensemble des règles issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Délégué à la protection des données désigné par la CCI Ille et Vilaine : dpo@ille-et-vilaine.cci.fr

14. SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION

L'entreprise de travail temporaire et le salarié mis à disposition sont tenus à une obligation de confidentialité et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents de tout ordre, décisions dont ils auront connaissance au cours du présent marché. Ils s'interdisent toute divulgation à des tiers quelle que soit la forme de celle-ci et notamment toute communication orale ou écrite sur les activités de la CCI et des occupants du site.

15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des productions de l'intérimaire réalisé au cours de sa mission est la propriété pleine, entière et exclusive de la CCI.

16. RESILIATION

En complément des dispositions prévues au CCAG – FCS, le marché pourra être résilié, aux torts du titulaire après deux absences de réponse non justifiées aux demandes formulées par la CCI Ille et Vilaine lors des consultations pour marchés subséquents.

17. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Article du CCP dérogeant au CCAG FCS	Article du CCAG FCS auquel il est dérogé
4	4.1
5.2.1.1	10
7	14.1.3
7	3.2.1